

ACTUALITÉ D'UN ANNIVERSAIRE

(Soixantième anniversaire de la fondation du mouvement communiste algérien)

(Intervention pour "Espaces Marx Bordeaux)

29 octobre 1996

D'abord, merci à l'association Espaces Marx pour cette possibilité de réflexion et d'échanges. L'actualité confirme que nous en avons grandement besoin. Les questionnements angoissés de notre peuple ne sont pas seulement ceux d'un terrorisme dit "résiduel". Les espoirs démocratiques et de mieux-être nés après Octobre 88 restent des plus fragiles.

Bien sûr les problèmes dont la société et le champ politique algériens ont hérité ne sont pas simples. Face à cette complexité, le cadre du débat d'aujourd'hui, avec l'œuvre de Marx qui nous offre ses espaces pluriels, me paraît tout à fait approprié. Si nous considérons que l'œuvre de Marx doit être approchée de façon créatrice et non dogmatique, alors effectivement chaque démocrate, au poste d'observation ou de lutte où la vie l'a placé, peut tirer profit, pour ses propres choix politiques, de la façon dont la pensée de Marx a été interprétée et traduite en actes en Algérie au cours de ces soixante années.

Vous m'excuserez si, vu le temps imparti, je serai dans cette introduction au débat, plutôt schématique. Ce n'est pas pour imposer des affirmations ou des postulats. Je veux seulement proposer des jalons qui pourront être illustrés et argumentés dans le débat.

Je commence par une approche synthétique des 60 années d'histoire, en espérant que l'intervention de mon ami William Sportisse et ce qui sera dit dans le débat enrichiront le rappel chronologique des grandes étapes, qui est irremplaçable.

Ma première observation est le caractère extrêmement haché de l'existence du mouvement communiste algérien. Dans des contextes successifs, il a connu des interruptions, et même des ruptures d'activité telles, qu'elles ont affecté considérablement l'accumulation des effectifs et des appareils organiques et la transmission de l'expérience entre générations militantes. Sur 60 ans, il y a eu seulement 17 années de vie dans des conditions légales, moins du tiers. Le reste est réparti entre 35 ans de clandestinité (dont j'ai vécu moi-même 31) et 7 années de semi-légalité ou semi-clandestinité. Le déséquilibre est encore plus frappant si on compte à partir de la fin des années 40 ou début des années 50, où le PCA a fini de réaliser pour l'essentiel son algérianisation. Ces chiffres eux-mêmes ne rendent pas compte aussi des torts occasionnés par les longues périodes où il fallait faire face à deux menaces et pressions conjuguées: colonialistes et tendances nationalistes chauvines pendant l'occupation coloniale, islamistes et hégémonisme du pouvoir plus tard). A quoi il convient d'ajouter des phases d'incompréhensions d'ingérences ou de ruptures avec des

secteurs du mouvement ouvrier international dont la solidarité ou la compréhension auraient été alors les bienvenues (par exemple 16 ans de rupture avec la direction du PCF qui a opté à partir de 1972 pour l'appui sans réserve au parti unique FLN, contrastant avec une remarquable solidarité internationaliste pendant la guerre de libération).

Tout ce que je dis là n'est pas pour qu'on s'apitoie mais pour mieux éclairer certains des problèmes abordés plus loin et aussi en souligner une autre conséquence négative: la très mauvaise information sur l'histoire réelle du mouvement. L'historiographie, à quelques exceptions près, est des plus pauvres. La documentation, déjà rare, est sélective selon les opinions des auteurs. On a souvent affaire à une succession de clichés, de jugements sommaires marqués par l'idéologisation. Les affirmations pures et simples se substituent à l'analyse de réalités complexes. Apologétiques ou hostiles, les approches sont alors empreintes de déformations, pas nécessairement volontaires, qui aboutissent à occulter de réels apports et à hypertrophier ou absolutiser les erreurs.

Ma deuxième observation porte sur un problème crucial, la nécessité où se trouvait le mouvement en permanence, d'**articuler** judicieusement entre elles la **lutte des classes** et les problèmes qu'on appellerait aujourd'hui **identitaires** (correspondant à des rivalités, des phénomènes d'oppression, de discriminations et de divisions liées à l'appartenance à des champs religieux, ethno-linguistiques ou idéologiques différents).

Toutes les fois que les communistes ont bien opéré cette liaison, en donnant à chacun de ces facteurs la part qui lui revenait dans les conditions objectives de l'étape correspondante, leur influence et leur implantation ont été plus rapides et plus solides. A l'inverse, ils ont connu des déboires préjudiciables aux avancées du mouvement national et progressiste tout entier quand cet équilibre n'a pas été maîtrisé.

D'une façon générale, la préoccupation de lutte pour la justice sociale a toujours été présente. Elle a positivement influencé le mouvement national. Elle a impulsé et enraciné le mouvement social dans des secteurs paysans, industriels, étudiants etc., dont certains toujours vivaces au travers des épreuves et restent à ce jour hautement symboliques.

Mais sous diverses influences, la prise en charge de l'autre volet a été plutôt déficiente. En particulier dans la première moitié des années quarante, le nationalisme dans son contenu légitime de protestation et de libération a été sous-estimé. Comme s'il s'agissait d'un archaïsme qui entravait le projet moderniste d'avenir socialiste, et dans l'immédiat faisait le jeu du fascisme ou des autres impérialismes. On peut se demander s'il n'y a pas eu latence puis résurgence de ce genre d'approche unilatérale dans la période la plus récente. N'est-ce pas au nom d'un modernisme plutôt élitiste, que des secteurs démocratiques algériens, y compris dans le mouvement communiste, ont négligé ou méprisé des faits culturels ou de société majeurs, ceux-là même dont l'exploitation a

poussé une partie du peuple croyant, traumatisé par la modernité, dans les bras de l'islamisme politique. Le plus lourd de conséquences est que dans le même temps, d'ex communistes, qui ont expressément rompu avec leur appartenance mais encore souvent considérés comme tels dans l'opinion ont délibérément rompu avec la défense concrète des aspirations sociales. Ils l'ont fait au nom d'une prétendue modernité se ramenant pour eux à un nouvel économisme ultra-libéral et à un républicanisme réducteur, qui considère la lutte sociale comme une diversion à la lutte contre l'hégémonie islamiste, cela au moment même où des militants islamistes mettaient l'accent sur les revendications des couches révoltées par les injustices sociales et se plaçaient au plus près de ces couches.

Ma troisième remarque porte sur la nécessité et la difficulté de sauvegarder une marge d'autonomie suffisante. L'efficacité et l'emprise sur le réel du mouvement communiste algérien ont été les plus grandes toutes les fois que malgré les pressions liées aux enjeux de pouvoir ou à la pesanteur des contextes géopolitiques, ce mouvement est parvenu à sauvegarder une autonomie politique et organique suffisante pour élaborer sa vision stratégique et ses approches tactiques, sans abandonner pour autant sa vocation unitaire avec les autres forces de progrès. On trouvera avant ou après l'indépendance d'abondants exemples ou contre-exemples de cette maîtrise difficile, qui consiste à maintenir à la fois les capacités de mobilisation indépendante et la souplesse des larges alliances avec d'autres forces qui sont sur des positions politiques et idéologiques éloignées, voire opposées sur certains points.

Quatrièmement, le rapport entre les luttes immédiates et la perspective, entre réforme et révolution a été, comme pour tout le mouvement ouvrier et communiste international, un problème capital qui reste encore à l'ordre du jour. Comment réaliser l'adéquation entre l'idéal lointain d'une société sans exploitation et les tâches venues à maturité dans le contexte du moment? Comment éviter qu'un révolutionnisme dévoyé transforme n'importe quelle utopie (dans le bon sens du terme) en intégrisme intolérant, impuissant et aventureux? On parle beaucoup aujourd'hui de ruptures nécessaires avec le passé, chacun préconisant la sienne. Le plus difficile est d'en déterminer le contenu et les rythmes. Les ruptures dialectiques, souhaitables et nécessaires, impliquent la prise en compte des continuités. La suridéologisation tend à leur substituer les cassures artificielles, les "tables-rases" qui non seulement sont irréalistes mais créent des situations qui malgré leur coût élevé, ramènent le plus souvent en arrière

En cinquième lieu, chez nous comme à l'échelle mondiale, le rapport entre les fins proclamées et les moyens utilisés a posé de plus en plus fortement le problème de la démocratie comme objectif et instrument. Les communistes algériens, de par les situations qu'ils ont vécues, ont subi les effets de l'autoritarisme et des hégémonismes nationaux, dans une gamme allant de la théorie du "cocon de chrysalide" (cf. Congrès de la Soummam du FLN en 1956) à l'extermination physique. Aussi ont-ils largement pris en charge la dimension démocratique y compris dans les situations de confusion politique. Là où d'aucuns ne voyaient que vulgaire "entrisme" dans le système

du parti unique, il s'agissait d'une lutte acharnée pour faire entrer dans la vie cette culture démocratique dont tout le monde constate aujourd'hui le déficit. Cette lutte des communistes n'a pas été celle de la facilité durant quatre décennies d'une contre-culture de violence et de répression, pendant laquelle milieux dirigeants et opposants ont rivalisé dans la même logique hégémoniste en sacrifiant au postulat que le pouvoir ne s'arrache et ne se conserve que par les armes ou les complots.

Cela n'a pas mis pour autant les communistes à l'abri, à des degrés divers, de cette maladie chronique de notre société et de son champ politique, l'esprit d'appareil, l'hégémonisme. La démocratie est instrumentalisable. C'est une lutte difficile et compliquée que celle d'humaniser le mouvement social ainsi que le rôle et le fonctionnement des partis par des valeurs et des normes démocratiques fortement intériorisées.

Dans quelle mesure ces enseignements peuvent-ils s'appliquer aux situations encore très difficiles que va longtemps continuer à traverser notre peuple?

La difficulté de l'analyse vient de ce que la situation actuelle est ambivalente.

D'un côté, après quatre années de souffrances terribles, le pays a évité le pire, c'est à dire la dictature d'un islamisme à la taliban ou le chaos absolu et prolongé par affaïssement de l'État.

D'un côté, après quatre années de souffrances terribles, le pays a évité le pire, c'est-à-dire la dictature d'un islamisme à la taliban ou le chaos absolu et prolongé par affaïssement de l'État.

En gros, on pourrait dire que si ce malheur a été épargné à l'Algérie, c'est grâce à la conjugaison de plusieurs facteurs:

1. l'Etat a joué en grande partie le rôle sécuritaire que lui assigne le monopole des moyens armés, même si, politiquement, certaines des motivations du pouvoir ou de ses méthodes lui sont contestées à juste titre.
2. la société, en dépit de ses griefs envers le pouvoir, a résisté de diverses façons et souvent de façon spontanée (sans incitations organisées) au chantage violent de l'islamisme politique en raison du caractère barbare de ses manifestations. L'expérience acquise par la population, facteur irremplaçable, a permis un début de déchantations dans les consciences politiques après les espoirs ou certains ralliements opportunistes dans le champ politique, que les appels à la révolte du FIS avaient soulevés.

3. des initiatives politiques des instances dirigeantes ont accompagné leur action sécuritaire, même si ces initiatives ont été limitées, instrumentalisées par les intérêts de groupe du pouvoir ou même dévoyées en opérations antidémocratiques de déstabilisation contre plusieurs formations politiques
4. les milieux dirigeants occidentaux, qui avaient misé à des degrés variables sur le mouvement islamiste, par volonté d'instaurer une emprise économique plus grande sur l'Algérie en déstabilisant l'étatisme de ses milieux dirigeants, ont révisé leur position. Pour des raisons de stratégie et de sécurité régionales, ils misent aujourd'hui davantage sur les autorités en place tout en gardant plusieurs fers au feu.

Mais d'un autre côté, malgré l'éclaircie relative qu'a constitué l'instauration d'une présidence légitimée électoralement, et alors que l'insécurité reste encore sensible, de lourds nuages s'amoncellent. La situation économique et sociale va être critique dans les mois et années à venir. L'alternative démocratique au régime du parti unique n'est pas encore apparue clairement. Les tendances conservatrices et anti-démocratiques du régime rebondissent, alors qu'elles avaient déjà constitué le soubassement de la crise qui a éclaté en tragédie au début de cette décennie.

Dans ces conditions, la responsabilité de ceux qu'on peut considérer comme démocrates est énorme. Il ne sert à rien selon moi d'incriminer les méfaits de la haute finance internationale, des réseaux de l'intégrisme islamiste mondial ou des mafias internationale, des réseaux de l'intégrisme islamiste mondial ou des mafias locales qui accaparent les ressources du pays. Tous ces acteurs sont dans leur rôle normal, ils expriment des tendances objectives de l'Histoire. Ce qui continue à faire problème, c'est la question suivante: les groupes démocratiques sauront-ils agir en tirant profit de l'expérience malheureuse de l'arrivée au pouvoir des nazis par voie électorale, lorsque communistes, sociaux-démocrates et chrétiens démocrates allemands s'affrontaient « classe contre classe » ? Les composantes de la large mouvance démocratique en Algérie sauront-elles reconnaître qu'il existe en dehors de leur propre chapelle, dans chaque formation politique, d'autres courants et potentialités démocratiques qui ont chacune leur propre sensibilité culturelle et idéologique, d'autres approches tactiques, toutes correspondant à la diversité de la société et toutes susceptibles d'évoluer à partir de l'expérience vécue.

Aujourd'hui, de nombreux démocrates algériens sont mécontents à juste titre de plusieurs résultats décevants de la Conférence nationale et du projet de nouvelle Constitution soumis à référendum. Personnellement, je ne suis pas étonné que les tendances qui se considèrent les plus démocratiques fassent aujourd'hui les frais de l'isolement grandissant des extrémistes du GIA et de l'aile la plus réactionnaire du FIS.

J'exprimais cette crainte il y a deux ans dans un article de presse (El-Watan, Juillet 94). Il suffisait d'observer comment les "radicaux" démocrates faisaient à leur propre détriment le jeu de la bipolarisation prônée par le pouvoir. En croyant par ce radicalisme

ostentatoire gagner l'appui du pouvoir et de l'armée, ces démocrates sont passés à côté d'un enjeu énorme, mobiliser non seulement les couches déjà acquises à la démocratie, mais aussi être parmi les plus actifs et les plus convaincants dans la bataille décisive pour arracher les couches hésitantes dans la société et le champ politique à l'influence des radicaux islamistes. Ils ont laissé ce terrain au seul pouvoir ou à ses soutiens, ils ont plutôt, par le contenu et la forme de leurs prises de position, effrayé et rejeté ces couches politiquement et idéologiquement flottantes. Ainsi marginalisés, ils ont été réduits au rôle de force de frappe contre les courants démocratiques plus "modérés" existant dans le FFS et le FLN, que plusieurs clans du pouvoir souhaitaient briser, faute de n'avoir pu les domestiquer. C'est dans le cadre de cette logique que les stratèges du pouvoir ont récupéré en lui faisant de larges concessions la tendance conservatrice bureaucratique du FLN et sa vaste clientèle dressée contre l'aile réformatrice de ce parti. Ils ont également pris appui sur le MSI (Hamas) que les démocrates "ultras" ont considéré contre toute évidence comme plus dangereux que les extrémistes du FIS et du GIA, comme si ces démocrates ne se sentaient pas en mesure et en devoir d'affronter cette tendance islamiste dans une compétition politique pacifique, pour peu que soient imposées des garanties de règles du jeu démocratiques.

Quant aux démocrates dits modérés (parce que partisans d'un dialogue politique avec les courants islamistes condamnant la violence ou prêts à y renoncer), qu'ils soient mus par des intérêts opportunistes comme le disent leurs adversaires ou qu'ils soient simplement plus réalistes ou plus indépendants, ils sont eux aussi tombés dans le piège de la bipolarisation. Une fois engagés sans différenciation suffisante dans la coalition de Rome, ils ont réagi à la fin de non-recevoir brutale du pouvoir par un rejet symétrique de la voie des élections présidentielles, plutôt que de mettre au pied du mur aussi bien les extrémistes du FIS que le pouvoir quant à leurs intentions proclamées de solution pacifique.

La mouvance démocratique dans ses diverses sensibilités s'est ainsi divisée et entre-déchirée en s'alignant bon gré mal gré soit sur des appareils du pouvoir d'État soit sur ceux de l'opposition extrémiste, ou en défendant unilatéralement un seul des deux volets d'une démarche d'issue de crise. Par contre, le pouvoir de Zeroual avec les tendances les moins démocratiques regroupées autour de lui, est apparu (pour combien de temps?) comme un artisan de la paix, qui avait pris en charge les deux volets complémentaires de l'issue de crise, le volet sécuritaire et celui du dialogue politique, même si ce dernier était visiblement faussé.

Ainsi il est décisif pour les démocrates, à quelque coalition qu'ils aient appartenu, de considérer la paix civile comme un problème fondamental qui gagne à être soustrait aux effets négatifs des calculs de pouvoir et des rivalités partisans. Un bilan serein leur permettrait de déjouer les surenchères et manœuvres autour de ce thème. Il ne s'agit même pas dans l'immédiat d'entretenir le mirage d'une coalition ou d'une structure démocratique commune. N'est-il pas plus urgent plutôt de faire converger dans leurs actions les efforts pour les solutions politiques les plus porteuses de paix

civile? Et pouvoir ainsi, autour de cette préoccupation centrale, mieux affronter, pas à pas, avec la population et dans une lutte de longue haleine, les dangers qui alimentent aujourd'hui un pessimisme fondé?

1. Il s'agit de combattre le pillage accéléré des ressources et le gâchis des potentialités économiques du pays, au moment où il y a un besoin réel de réformer profondément l'économie. Il s'agit entre autres de mettre fin à l'état déplorable du mouvement syndical UGTA dont l'instrumentalisation politique par ses dirigeants continue de porter un grand tort au mouvement social et démocratique.
2. Il s'agit en appui sur des actions quotidiennes, de faire reculer les vieilles pratiques de quadrillage de la société et du mouvement associatif, de caporalisation et de division des courants à vocation démocratique. Il s'agit de juger les acteurs et les formations politiques sur leurs actes plutôt que sur leurs inspirations idéologiques ou leurs projets de société déclarés, de mettre à l'épreuve leur volonté de s'inscrire dans un processus de développement de la culture démocratique.
3. Il s'agit de mettre en échec la manipulation des problèmes dits identitaires. Ce n'est pas la lettre d'une Constitution, on l'a déjà vu avec celle de 89, qui fournit les garde-fous nécessaires, mais la qualité de la pratique politique, le travail de la société sur elle-même pour que les valeurs et chaque potentialité culturelle du pays, au lieu de servir d'épouvantail les uns contre les autres, enrichissent et consolident la nation algérienne. Il s'agit d'opérer le dépassement créateur d'un "Novembrisme" figé, passéiste, réduit à des incantations qui n'intègrent que formellement et du bout des lèvres les conquêtes nationales et internationales du mouvement social et politique de ces dernières décennies.

Il s'agit en définitive de miser avant tout sur la soif d'une démocratie réelle et globale, sur la mise en mouvement des multitudes qui cherchent avec des fortunes diverses des voies nouvelles pour s'exprimer et se réaliser. La société en mouvement est capable de peser quotidiennement sur le rapport des forces ou de déboucher, parfois après de longs cheminements, sur des moments forts capables de provoquer des tournants politiques majeurs comme ce fut le cas chez nous en Décembre 1960, Octobre 88, ou avec l'Intifadha palestinienne. Les démocrates et parmi eux les communistes seront-ils capables de l'aider à frayer les voies les plus appropriées?

La crise algérienne reflète de façon tragique une volonté réelle mais dévoyée de tous les acteurs d'opérer les réajustements et les synthèses nouvelles dont le besoin est ressenti dans les conditions contraignantes de la mondialisation en cours. Il appartient à ceux qui apprécient la pensée de Marx de savoir accompagner ces changements, au rythme de leur propre musique comme disait ce penseur profond.

L'analyse de l'actualité qui précède n'a pas visé l'exhaustivité. Elle se proposait délibérément de mettre en relief un enseignement important: le mouvement communiste algérien reprendra pied dans les nouvelles générations s'il prend toujours mieux en compte, quelles que soient les conjonctures, l'attachement aux aspirations sociales légitimes, la complexité et le poids des problèmes d'ordre psycho - culturel, l'importance de l'autonomie politique inséparable d'une souplesse tactique et d'une culture démocratique en constant éveil, enfin les interactions dialectiques avec l'évolution mondiale.

En un mot, il y aura un nouveau cycle du développement communiste en Algérie si, face aux tentatives hostiles, tenaces et renouvelées de le brider dans un "cocon de chrysalide", il arrive à se guérir lui-même de ses maladies infantiles que Lénine a bien décrites et combattues (sans avoir réussi à les juguler car elles sont le fait de tout un contexte socio-historique) et qui se résument dans les diverses sortes d'étroitesse hégémonistes. Ce mouvement doit faire la preuve qu'il est capable d'embrasser les différentes dimensions de la vie dans les trois domaines où l'Algérie a inscrit un grand déficit, pour forger en profonde symbiose avec les Algériens:

- **un mouvement social autonome** capable de traduire les aspirations de progrès de la société à partir de ses potentialités réelles ;
- **un champ politique imprégné de culture démocratique** et de vigilance envers les pulsions hégémonistes dans la vie politique nationale ou le fonctionnement interne des partis ;
- **une réflexion théorique** se différenciant de l'idéologisation des problèmes et qui, sans utilitarisme, opère la jonction entre cette réflexion et les besoins du mouvement social.

La vie a appris aux communistes de tous les pays que l'histoire ne se déroule pas de façon linéaire, que rien n'est fatal, ni le meilleur ni le pire. Elle leur a appris aussi que dans l'aspiration immémoriale des hommes à la sécurité et au mieux être et avec le développement fantastique des capacités de l'esprit humain, des intervalles de plus en plus courts ont séparé les grandes tentatives de l'Humanité vers sa libération, de Spartacus et des révoltes paysannes à la Commune de Paris, de cette dernière à la récente expérience du "système socialiste mondial". On voudrait espérer, contrairement à ceux qui ont annoncé prématurément "la fin de l'Histoire", que l'élan libérateur aujourd'hui en gestation à travers un apparent chaos, soit encore plus fructueux et moins douloureux. En tout état de cause et selon toute vraisemblance, ce prochain mouvement sera plus complexe, plus mondialisé, plus pacifique et pluraliste, plus démocratique et empreint d'humanisme. La plus grande certitude est que cela ne se fera pas tout seul et à échéance fixe.

Sadek Hadjerès